

Avis rendu le 28 décembre 2022

Titres : Principes : 2, 5 - Articles : 3, 7, 15

Le code de déontologie des psychologues concerne les personnes habilitées à porter le titre de psychologue conformément à la loi n°85-772 du 25 juillet 1985 (JO du 26 juillet 1985). Le code de déontologie des psychologues de 1996 a été actualisé en février 2012, puis en septembre 2021, et c'est sur la base de celui-ci que la Commission rend désormais ses avis.

RÉSUMÉ DE LA DEMANDE

Le demandeur, avocat-conseil d'une société privée, sollicite la Commission à propos d'un « certificat produit aux débats » dans le cadre d'une procédure de licenciement. Une psychologue a rédigé dans ce contexte un écrit concernant une employée. Le demandeur estime que l'écrit est « contraire aux règles déontologiques et est de nature à engager la responsabilité professionnelle et pénale de ceux qui la commettent ! ». Il est question pour ce dernier d'une « faute déontologique et juridique » du fait que la psychologue s'en serait tenu aux seuls propos « unilatéraux et accusateurs » de sa patiente. Le demandeur argumente sa requête en référence à d'anciens avis, précédemment rédigés par la Commission en s'appuyant sur le code de février 2012.

Documents joints :

- Copie de la première page du bordereau de communication de pièces devant le Conseil des Prud'hommes
- Copie de l'écrit rédigé par la psychologue
- Copie des avis n° 17 -17, 18-07 et 19-22 rédigés par la Commission

AVIS

AVERTISSEMENT : La CNCDP, instance consultative, rend ses avis à partir des informations portées à sa connaissance par le demandeur, et au vu de la situation qu'il décrit. La CNCDP n'a pas qualité pour vérifier, enquêter, interroger. Ses avis ne sont ni des arbitrages ni des jugements : ils visent à éclairer les pratiques en regard du cadre déontologique que les psychologues se sont donné. Les avis sont rendus par l'ensemble de la commission après étude approfondie du dossier par deux rapporteurs et débat en séance plénière.

La Commission se propose de traiter du point suivant :

Écrit du psychologue dans le cadre d'un conflit prud'homal

Écrit du psychologue dans le cadre d'un conflit prud'homal

En préambule, la Commission tient à préciser qu'elle émet un avis sur l'écrit qui lui est transmis au regard du code de déontologie des psychologues mais qu'elle n'est pas une instance judiciaire.

Le psychologue a des obligations de nature éthique, déontologique et juridique. Il s'appuie entre autres sur le principe 2 qui est l'un des principes fondamentaux qui encadre sa pratique :

Principe 2 : Respect de la vie privée, du secret professionnel, de la confidentialité

« La·le psychologue est soumis·e à une obligation de discrétion. Elle·il s'astreint au secret professionnel et à la confidentialité qui doivent être garantis dans ses conditions d'exercice. En toutes circonstances, elle·il en informe les personnes concernées et recherche leur consentement éclairé. Elle·il respecte le principe fondamental que nul ne peut être contraint de révéler quoi que ce soit sur lui-même. »

Dans le cadre de son exercice professionnel, le psychologue peut être amené à rédiger des documents de différentes natures, de sa propre initiative ou sur demande d'un tiers. Le psychologue en a l'autonomie professionnelle. Par ailleurs, une telle rédaction est un acte professionnel qui engage sa responsabilité comme le précise le Principe 5 du Code :

Principe 5 : Responsabilité et autonomie professionnelle

« Dans le cadre de sa compétence professionnelle et de la nature de ses fonctions, la·le psychologue est responsable, en toute autonomie, du choix et de l'application de ses modes

d'intervention, des méthodes ou techniques qu'elle·il conçoit et met en œuvre, ainsi que des avis qu'elle·il formule.

Elle·il défend la nécessité de cette autonomie professionnelle inhérente à l'exercice de sa profession notamment auprès des usagers, employeurs ou donneurs d'ordre. Au préalable et jusqu'au terme de la réalisation de ses missions, elle·il est attentif·ve à l'adéquation entre celles-ci et ses compétences professionnelles.

Elle·il peut exercer différentes missions et fonctions. Il est de sa responsabilité de les distinguer et de faire distinguer leur cadre respectif. »

L'une des missions du psychologue est d'évaluer l'état psychique de la personne, d'analyser et d'appréhender les troubles dont elle souffre. L'une des dimensions du travail du psychologue est aussi de proposer d'éventuels liens entre des symptômes et l'origine de ces derniers. Un psychologue a ainsi des champs d'intervention variés. De par sa formation, il est de son ressort de poser une hypothèse diagnostique après une évaluation rigoureuse de la situation qui lui est présentée, comme le souligne l'article 3 :

Article 3 : *« Ses champs d'intervention, en situation individuelle, groupale ou institutionnelle, relèvent d'une diversité de missions telles que : la prévention, l'évaluation, le diagnostic, l'expertise, le soin, la psychothérapie, l'accompagnement psychologique, le conseil, l'orientation, l'analyse du travail, le travail institutionnel, la recherche, l'enseignement de la psychologie, la formation. »*

Le psychologue transmet ensuite son avis et ses conclusions dans le respect du but auquel il s'est assigné, en s'appuyant sur ses observations et sur la parole de la personne prise en charge, comme le précise l'article 7 :

Article 7 : *« La·le psychologue est tenu au secret professionnel dans les conditions et les limites des dispositions du code pénal (articles 226-13 et 226-14). Le secret professionnel couvre tout ce dont la·le psychologue a connaissance dans l'exercice de sa profession : ce qui lui est confié comme ce qu'elle·il voit, entend ou comprend ».*

Dans le cas où le psychologue doit présenter des conclusions dont il a la responsabilité, il s'emploie alors à suivre les recommandations énoncées dans l'article 15 :

Article 15 : *« La·le psychologue présente ses conclusions de façon claire et adaptée à la personne concernée. Celles-ci répondent avec prudence et discernement à la demande ou à la question posée. Lorsque ces conclusions sont transmises à un tiers, elles ne comportent les éléments d'ordre psychologique qui les fondent que si nécessaire. L'assentiment de la personne concernée ou son information préalable est requis ».*

Dans le cas présent, l'écrit de la psychologue décrit précisément l'état psychique de la personne qu'elle a reçue. Si la rédaction de ses conclusions questionne un éventuel défaut de prudence, la Commission estime que rien ne permet pour autant d'affirmer que celles-ci constituent des propos « unilatéraux et accusateurs », comme l'entend le demandeur.



Pour la CNCDP
Le Président
Antony CHAUFTON

La CNCDP a été installée le 21 juin 1997 par les organisations professionnelles et syndicales de psychologues. Ses membres, parrainés par les associations de psychologues, siègent à titre individuel, ils travaillent bénévolement en toute indépendance et sont soumis à un devoir de réserve. La CNCDP siège à huis clos et respecte des règles strictes de confidentialité. Les avis rendus anonymes sont publiés sur les sites des organisations professionnelles avec l'accord du demandeur.

Toute utilisation des avis de la CNCDP par les demandeurs se fait sous leur entière responsabilité.